



► **Module 5**

**Règlement extrajudiciaire des litiges
(REL) & Règlement en ligne des litiges
(RLL)**

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ :

Les informations et points de vue exposés dans la présente publication sont ceux du ou des auteurs et ne reflètent pas nécessairement l'avis officiel de la Commission. La Commission ne garantit pas l'exactitude des données figurant dans la présente publication. Ni la Commission ni aucune personne agissant au nom de la Commission ne peuvent être tenues responsables de l'utilisation qui peut être faite des informations qui y sont contenues.

Ce document n'est pas juridiquement contraignant et il ne constitue pas une interprétation formelle du droit de l'Union ou du droit national, et il ne peut pas non plus fournir des conseils juridiques complets ou complets. Il n'a pas l'intention de remplacer les conseils juridiques professionnels sur des questions particulières.

Les lecteurs doivent également se rappeler que la législation de l'UE et les législations nationales sont constamment mises à jour: toute version papier des modules doit être vérifiée par rapport à d'éventuelles mises à jour sur le site www.consumerlawready.eu

MARS 2022

Table des matières

Introduction	4
I. Qu'est-ce que le règlement extrajudiciaire des litiges (REL) ?	11
II. Qu'est-ce qu'un organisme de REL ?	12
III. Quelles sont les règles de base auxquelles sont tenus les organismes de REL notifiés ?	13
IV. Quels sont les différents modèles de REL ?	14
V. Faut-il prendre en compte certains facteurs spécifiques au pays ou au secteur d'activité ?	15
VI. Quelles sont vos obligations légales en matière de REL ?	16
VII. Vous faites face à un litige impossible à régler : Comment utiliser le REL ?	17
VIII. Vous êtes vendeur en ligne : Qu'est-ce que le règlement en ligne des litiges (RLL) ?	19
IX. Vous êtes commerçant en ligne : Quelles sont vos obligations concernant la plateforme de RLL ?	20
X. Vous faites face à un litige impossible à régler avec un consommateur en ligne : comment fonctionne la plateforme de RLL ?	21

« Le règlement extrajudiciaire des litiges apporte une solution simple et rapide aux litiges clients. »

Un commerçant

« En cas de litige avec un professionnel, il est rassurant de pouvoir compter sur un organisme impartial. »

Un consommateur

« La plateforme RLL me permet de gérer les réclamations des clients dans d'autres pays de l'UE, c'est un vrai progrès pour mon activité. »

Un commerçant

Introduction

Cher entrepreneur,

Ce Manuel fait est un élément du projet Consumer Law Ready qui s'adresse tout particulièrement aux micro-entreprises et aux PME pour les accompagner dans leurs échanges avec les consommateurs.

Le projet Consumer Law Ready est une initiative à l'échelle européenne géré par Eurochambres (l'association des chambres de commerce et d'industrie européenne) dans le cadre d'un consortium avec SMEUnited (qui représente les PME en Europe) et le Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC). Ce projet est financé par l'Union européenne avec le soutien de la Commission européenne.

L'objectif du projet est de vous aider à respecter les dispositions du droit européen de la consommation.

En Europe, le droit de la consommation regroupe différents éléments de législation adoptés par l'Union européenne sur les 25 dernières années, qui ont ensuite été transposés en droit national par chaque Etat membre de l'UE. En 2017, la Commission européenne a diligenté une évaluation afin de vérifier si les règles étaient toujours adaptées à l'objectif visé. Le résultat s'est avéré globalement positif¹. La principale conclusion de cette évaluation est que les règles existantes devraient être mieux appliquées par les autorités et mieux connues des professionnels et des consommateurs. Le projet Consumer Law Ready souhaite renforcer les connaissances des commerçants, et plus particulièrement des PME, sur les droits des consommateurs et les obligations légales correspondantes.

Le Manuel est divisé en cinq modules. Chacun traite en particulier d'un aspect droit de la consommation européen :

- Le Module 1 concerne les exigences en matière d'information précontractuelle,
- Le Module 2 présente la réglementation encadrant le droit du consommateur de se rétracter des contrats de vente conclus à distance et hors établissement,
- Le Module 3 présente les garanties et les recours des consommateurs en cas de produits défectueux,
- Le Module 4 est axé sur les pratiques commerciales déloyales et les clauses contractuelles abusives,
- Le Module 5 présente les modes alternatifs de règlement des litiges et la plateforme européenne de règlement extrajudiciaire en ligne des litiges (RLL), un site Internet officiel géré par la Commission européenne dans l'objectif d'aider les consommateurs et les commerçants à résoudre leurs litiges à l'amiable.

Le Module 5 du Manuel constitue une introduction au règlement extrajudiciaire des litiges (REL) et de règlement en ligne des litiges (RLL). Vous découvrirez ce qu'est le REL, ce qu'est un organisme de REL, quelles sont vos obligations légales en matière de REL et comment utiliser le REL. Ce Module présente également le règlement en ligne des litiges (RLL), quelles sont vos obligations légales en matière de RLL de l'UE, et comment utiliser le RLL. Vous y trouverez des conseils et astuces qui vous aideront à respecter la loi.

¹ Vous trouverez sur le site Internet de la Commission européenne des informations complémentaires sur cette étude, ses conclusions et les mesures de suivi décidées. http://ec.europa.eu/newsroom/just/item-detail.cfm?item_id=59332

Le Module présente les modalités de REL/REL définies par la Directive 2013/11/UE du Parlement européen et du Conseil de 2013 relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation et modifiant le règlement (CE) n°2006/2004 et la Directive 2009/22/CE ainsi que le Règlement (UE) n° 524/2013 du Parlement européen et du Conseil de 2013 relatif au règlement en ligne des litiges de consommation et modifiant le règlement (CE) n° 2006/2004 et la Directive 2009/22/CE.

Nous espérons que les informations fournies dans le Manuel vous seront utiles.

Module 5

Exemples

Exemple 1, version nationale

Quelques jours après l'achat d'un ordinateur portable dans votre magasin, le client vous retourne l'ordinateur portable en affirmant qu'il ne fonctionne pas. Il vous demande de le rembourser. Même si effectivement, l'ordinateur ne fonctionne pas correctement aujourd'hui, vous ne pensez pas que le produit était défectueux au moment de l'achat.

Exemple 1, version en ligne

Un client d'un pays voisin achète un ordinateur portable à partir de votre site Internet. Quelques jours après la livraison, il vous envoie un e-mail en affirmant que l'ordinateur ne fonctionne pas. Il vous demande de le rembourser intégralement. Vous ne pensez pas que le produit était défectueux au moment de sa livraison.

Exemple 2

Dans votre magasin, vous vendez du mobilier, des œuvres d'art et d'autres éléments de décoration intérieure haut de gamme. Une cliente n'est pas satisfaite de la qualité du produit que vous lui avez vendu, et vous demande une réduction. Vous n'êtes pas d'accord.

Exemple 3

Votre restaurant qui vient d'ouvrir a diffusé une publicité promettant qu'une bouteille de champagne serait offerte à tous les clients venant dîner pendant la semaine d'ouverture. Mais, alors que la semaine n'est pas terminée, votre stock de champagne est épuisé et la nouvelle commande n'a pas encore été livrée. L'un de vos clients n'a pas pu obtenir la bouteille gratuite et la réclame car il se sent lésé.

Dans chacun des scénarios présentés, vous êtes en litige avec un client, un litige que vous ne pourrez peut-être pas régler directement avec votre client. Peut-être le client estime-t-il n'avoir pas été correctement traité, et n'achètera plus les produits de votre boutique ou de votre site Internet. Peut-être encore le client publiera-t-il un avis négatif en ligne, ce qui entraînera des répercussions négatives pour votre activité. Peut-être que le client voudra-t-il engager des poursuites judiciaires contre vous, ce qui vous coûtera du temps, de l'argent et portera atteinte à votre réputation.

Donc, que peut-on faire ?

En premier lieu, le meilleur conseil est de s'efforcer d'éviter les litiges.

Mais, si le litige est inévitable, mieux vaut alors tenter de le résoudre directement avec le consommateur.

Ensuite, s'il est impossible de parvenir à un accord, la procédure judiciaire est une possibilité, mais ce sera une procédure coûteuse et longue. En outre, si votre client réside dans un autre pays de l'UE, la loi européenne peut

l'autoriser à vous poursuivre dans son propre pays², une situation qui augmenterait encore les complications et le coût pour vous en tant que professionnel.

Heureusement, il existe une meilleure solution : le Règlement extrajudiciaire des litiges.

Dans ce Module, nous examinerons :

Règlement extrajudiciaire des litiges (REL) & Règlement en ligne des litiges (RLL)

- **Le Règlement extrajudiciaire des litiges (REL)** est une procédure de résolution des litiges hors tribunal, entre vous et vos clients, avec l'aide d'un organisme de REL ³.
- **Le Règlement en ligne des litiges (RLL)** est un REL en ligne. Sur le portail Internet de l'UE, la plateforme de la Commission européenne est un outil pour faciliter le RLL entre vous et vos clients en ligne.

Ce Module répondra aux 10 questions suivantes :

1. Qu'est-ce que le règlement extrajudiciaire des litiges (REL) ? **I)**
2. Quels sont les avantages du REL ? **I)**
3. Qu'est-ce qu'un organisme de REL ? **II)**
4. Quelles sont les règles de base auxquelles sont tenus tous les organismes de REL ? **III)**
5. Quelles sont les différentes techniques utilisées par les organismes de REL pour régler les litiges ? **(IV)**
6. Comment le REL fonctionne-t-il dans votre pays et dans votre secteur d'activité ? **(V)**
7. Comment trouver un organisme de REL compétent pour votre secteur d'activité ? **(V)**
8. Quelles sont vos obligations légales en matière de REL ? **VI)**
9. Vous faites face à un litige impossible à régler : comment utiliser le REL ? **(VII)**
10. Si vous êtes commerçant en ligne : comment utiliser le RLL ? **(VIII-X)**

² Voir le module 1 sur les exigences en matière d'informations précontractuelles (chapitre sur les ventes transfrontalières: que se passe-t-il lorsque je propose mes produits ou services à des consommateurs en dehors de mon pays)

³ Dans l'ensemble du module, lorsque l'organe ADR est mentionné, nous entendons l'organisme ADR qui satisfait aux exigences de la directive européenne et qui est donc notifié à la Commission européenne.

Section I — Règlement extrajudiciaire des différends (REL)

I. Qu'est-ce que le règlement extrajudiciaire des litiges (REL) ?

Le règlement extrajudiciaire des litiges (REL), parfois appelé « modes alternatifs de règlement des conflits », est une procédure de résolution des litiges entre les professionnels et les consommateurs sans recourir aux tribunaux. Il implique le recours à un organisme de REL, une entité impartiale qui applique différentes techniques de règlement des litiges, dont la médiation, l'arbitrage ou d'autres méthodes mixtes.

En vertu du droit européen, le REL peut être utilisé pour résoudre tout litige naissant d'un contrat conclu entre un professionnel et un consommateur, que le produit ait été acheté en ligne ou en magasin, et que le consommateur et le professionnel vivent ou non dans un même pays de l'UE.



Quels sont les avantages du REL ?

Le REL est facile à utiliser

Conçu pour être facile à utiliser, le REL est généralement moins formel qu'une procédure judiciaire.

Le REL est impartial

Il respecte certains principes de référence en matière d'impartialité, de sorte que vos clients et vous avez l'assurance que la procédure est équitable.

Le REL ne coûte pas cher (moins que d'aller aux tribunaux)

La procédure est gratuite ou peu chère.

Le REL est efficace

Un litige soumis au REL sera réglé dans un délai de 90 jours, sauf cas exceptionnel.

Le REL est positif pour votre image de marque

Le recours au REL est considéré par les clients comme un signe de bonne foi, comme un engagement d'impartialité et de respect du client.

Le REL est une procédure privée

Contrairement aux procédures devant un tribunal, le REL n'est généralement pas public, ce qui limite le risque d'atteinte à la réputation qu'un litige peut entraîner.

Le REL est souple

L'utilisation du REL pourra déboucher sur des solutions pragmatiques sans doute plus pratiques pour vous et votre client que ne le serait l'application du droit ou de la décision d'un tribunal.

Rappelez-vous l'exemple vu en introduction :

Un client d'un pays voisin achète un ordinateur portable à partir de votre site Internet. Quelques jours après la livraison, il vous envoie un e-mail en affirmant que l'ordinateur ne fonctionne pas. Il vous demande un remboursement intégral. Vous ne pensez pas que le produit était défectueux au moment de sa livraison.

La solution simple, que nous recommandons

Ce litige peut être traité par le REL. L'organisme de REL entendra les deux parties et proposera une solution. Ce service sera rendu gratuitement ou en contrepartie d'honoraires symboliques, vous n'aurez pas à engager un avocat. L'organisme de REL pourra se prononcer en votre faveur ou en faveur du consommateur, ou pourra proposer un compromis jugé équitable par les deux parties : par exemple, vous pourriez accepter de reprendre l'ordinateur portable ou de réparer les défaillances éventuelles constatées.

II. Qu'est-ce qu'un organisme de REL ?

L'organisme de REL est une organisation ou une personne physique impartiale, qui aide les consommateurs et les professionnels à résoudre leurs litiges sans recourir à la voie judiciaire. Les organismes de REL existent dans de nombreux pays d'Europe depuis quelque temps. Commissions des litiges, service d'arbitrage, conciliateur, médiateur et protecteur des droits : tous peuvent être considérés comme organismes de REL.

Toutefois, un problème s'est posé par le passé dans certains pays : en effet, la solution du REL était envisageable uniquement pour certains secteurs d'activité, par exemple le tourisme ou les services d'électricité. On a constaté également que tous les organismes de REL ne bénéficiaient pas du même niveau d'indépendance et que leurs procédures n'étaient pas toujours simples à utiliser.

L'Union européenne avait conscience des avantages du REL pour les consommateurs et les professionnels. Elle savait que le REL pouvait contribuer à renforcer la confiance dans le marché unique et constituait donc un facteur de croissance. Le réseau des centres européens de consommateurs encourage l'utilisation

des REL dans les litiges transfrontaliers⁴. L'UE a donc adopté en la matière, des dispositions légales et réglementaires pour régler les difficultés relatives au REL.

La directive REL 5 est entrée en vigueur le 9 juillet 2015. Elle s'applique :

1. A tous les secteurs de la consommation (hormis les services de santé et les prestataires publics de l'enseignement supérieur).
2. A tous les pays de l'UE
3. Aux achats en ligne et en magasin,

Conformément à cette législation, l'organisme de REL peut formuler une demande auprès de l'autorité compétente dans l'État membre où il réside, afin de devenir un organisme de REL notifié. La notification d'un organisme de REL en vertu de la législation apporte la garantie que cet organisme respecte certaines normes de qualité en matière d'équité, d'efficacité et à d'accessibilité. Tout au long de ce Module, l'expression organisme de REL désigne un organisme de REL respectant les exigences de la Directive UE et qui a fait l'objet d'une notification à la Commission européenne.

- **La Commission d'évaluation et de contrôle de la médiation de la consommation (CECMC) :**
 - **Etablit la liste des médiateurs qui répondent aux exigences de qualité prévues par le Code de la consommation ;**
 - **Notifie cette liste à la Commission européenne,**

⁴ Plus d'informations sur le CEC-Net sont disponibles [ici](#).

⁵ Directive 2013/11/UE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 21 mai 2013 relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation et modifiant le règlement (CE) no 2006/2004 et la directive 2009/22/CE

- **Evalue et contrôle l'activité des médiateurs.**

Site internet :

<https://www.economie.gouv.fr/mediation-conso/commission>

III. Quelles sont les règles de base auxquelles sont tenus les organismes de REL notifiés ?

Les organismes de REL notifiés en application de la Directive REL sont tenus de respecter les règles suivantes :

Impartialité

Dans un litige, les organismes de REL notifiés sont généralement totalement indépendants du consommateur et du professionnel. Dans certains cas, les associations professionnelles peuvent être autorisées à financer des organismes de REL habilités, sous réserve de respecter des conditions strictes garantissant l'impartialité de la procédure de règlement des litiges. Les responsables du REL sont nommés pour un mandat d'une durée suffisante et ne sont soumis à aucune instruction de l'une ou l'autre partie et leur rémunération n'est pas liée à l'issue de la procédure.

Compétence

Les organismes notifiés seront experts en procédure de REL, le service qu'ils fournissent est à la fois juste et efficace. Ils sont également experts du droit matériel dans leur(s) domaine(s) d'intervention (par exemple: un organisme de REL traitant des litiges de consommation relatifs aux droits des passagers aériens maîtrisera la législation de ce secteur).

Accessibilité

Selon l'organisation de REL dans votre pays, vous devrez peut-être payer soit pour vous inscrire à l'organisme de REL, soit payer une redevance par cas. La plupart du temps, ces dépenses seront moins élevées que si vous deviez aller au tribunal et engager un avocat.

Efficacité

Les organismes de REL notifiés règlent habituellement les litiges sous 90 jours (hormis les litiges particulièrement complexes, qui pourront prendre plus de temps). La procédure ne devrait pas exiger votre présence physique ou celle du consommateur. Ni vous ni votre client n'aurez à engager un avocat.

Transparence

Les organismes de REL notifiés affichent les secteurs d'activité dans lesquels ils interviennent ; les procédures qu'ils appliquent ; les frais (éventuels) applicable ; les conséquences juridiques de leurs décisions. Ils sont également tenus de publier des rapports annuels indiquant notamment le nombre de litiges traités ; le nombre et la nature des litiges qu'ils ont refusé de traiter ; et le délai moyen de résolution des litiges.

Certains organismes de REL publient non seulement des statistiques et d'autres informations, mais aussi divers guides à la fois aux consommateurs et aux entreprises.

Il s'agit de règles de base que tous les organismes de REL notifiés doivent impérativement respecter. Cependant, tous les organismes de REL ne travaillent pas exactement de la même façon. En complément des règles déjà citées, certains organismes de REL pourront être tenus d'appliquer des règles complémentaires, spécifiques à leur secteur d'intervention ou à l'État membre dans lequel ils sont implantés. De même, tous les organismes de REL n'appliquent pas les mêmes techniques de règlement des litiges.

Avant de faire appel à un organisme de REL, nous vous recommandons par conséquent de vous renseigner sur la façon dont il procède.

IV. Quels sont les différents modèles de REL ?

Les organismes de REL peuvent appliquer différentes techniques de règlement des litiges, parmi lesquelles :

Médiation

Dans le cadre d'une médiation, l'organisme de REL précise les faits sur lesquels porte le litige ; il détermine votre position et celle du consommateur ; il vous aide à trouver une solution acceptable pour les deux parties.

Étude de cas : En Belgique, le Service de médiation à la consommation présente différents cas vécus dans lesquels il est parvenu à trouver un compromis, par exemple, une réduction accordée sur la prochaine facture d'un restaurant ou, dans le cas d'un abonnement à un club de fitness, la suspension provisoire de l'abonnement pendant les travaux de rénovation de la salle.

(<http://www.mediationconsommateur.be>)

Arbitrage

Un arbitre écoute les deux parties du litige, évalue le résultat probable du litige et propose une solution sur la base de cette analyse.



Approche mixte

La procédure de certains organismes de REL associe différentes techniques. Ils pourront par exemple commencer par la médiation et, s'il est impossible de trouver un terrain d'entente, proposer une solution s'appuyant sur leur propre évaluation de la situation.

Le REL peut être contraignant ou non contraignant :


- Certains organismes de REL rendent des décisions ou formulent des recommandations que vous et votre client pouvez choisir d'accepter ou non (non contraignant).
- D'autres organismes de REL formulent des recommandations ou rendent des décisions que vous serez obligés de suivre (contraignant). Dans certains cas, ces décisions pourront être contraignantes uniquement pour vous ou pour vous et votre client.

A propos du REL contraignant et non contraignant:

- Si la décision d'un organisme de REL doit être contraignante, vous en serez informé au début de la procédure.
- Si une décision exécutoire est rendue, mais que vous ne l'acceptez et remettez en cause son

objectivité, vous pourrez contester cette décision devant un tribunal.


- Même si les professionnels et les consommateurs, face à un litige les opposant, peuvent convenir de recourir à la procédure de REL, les professionnels ne sont pas autorisés à appliquer sur leur point de vente des conditions contractuelles obligeant le client à recourir au REL plutôt qu'à la procédure judiciaire en cas de litige.

Étude de cas : aux Pays-Bas, les décisions de la commission des litiges du secteur des voyagistes sont contraignantes pour le professionnel et doivent être appliquées dans un délai de deux mois. 

En France, lorsque le médiateur communique sa proposition aux parties pour régler leur litige, celles-ci sont libres d'accepter ou de refuser sa proposition de solution.

A titre d'exemple, en cas de litige avec un distributeur franchisé, les consommateurs peuvent saisir la Commission de Médiation Franchise Consommateur (CMFC). En cas de litige avec une société de vente à domicile, les consommateurs peuvent saisir la Commission Paritaire de Médiation de la Vente Directe. Ils peuvent également saisir le Médiateur du e-commerce de la FEVAD (Fédération du e-commerce et de la vente à distance) en cas de litige à la suite d'un achat à distance, d'un produit ou d'un service.

Comme indiqué précédemment, tous les organismes de REL notifiés sont tenus de publier des informations sur la procédure qu'ils appliquent et sur leur travail. Ces informations doivent être consultables sur le site Internet de l'organisme de REL ou devront vous être communiqués sur simple demande sur support durable.

Étude de cas :  Je suis opticien, j'ai un litige avec un client concernant une paire de lunettes que je lui ai vendue il y a plus de deux ans, l'enseigne à laquelle

j'appartiens dispose-t-elle d'un organisme de médiation ?

Si oui, le médiateur peut être saisi par courrier, courriel et en ligne : le médiateur a l'obligation de disposer de son propre site Internet qui permet de déposer en ligne une demande de médiation accompagnée de documents justificatifs.

Le processus de médiation ne doit pas excéder 90 jours.

La demande de médiation n'est pas recevable si :

Le consommateur n'a pas tenté au préalable de résoudre son litige directement avec le professionnel ou son service client, par une réclamation écrite ;

La demande est manifestement infondée ou abusive ;

Le litige a été précédemment examiné ou est en cours d'examen par un autre médiateur ou par un tribunal ;

La demande a été introduite dans un délai supérieur à un an à compter de la réclamation écrite auprès du professionnel ;

Le médiateur n'est pas compétent pour traiter du litige.

Si la demande est recevable, le professionnel ou le consommateur qui n'est pas d'accord avec la solution proposée par un médiateur peut décider d'utiliser d'autres voies de recours.

V. Faut-il prendre en compte certains facteurs spécifiques au pays ou au secteur d'activité ?

Nous avons passé en revue les règles de base que tous les organismes de REL notifiés sont tenus de respecter et nous avons examiné les différentes techniques utilisées par les organismes de REL pour résoudre les litiges. Généralement, les professionnels ne sont pas obligés de recourir au REL n'est pas obligatoire et s'ils choisissent cette option, c'est pour les avantages qu'elle présente. Ces professionnels

pourront prendre des décisions éclairées sur le recours aux REL et le choix d'un organisme de REL en s'appuyant sur les éléments que nous avons présentés jusqu'ici.

Cependant, il est important de noter que des exigences et principes **supplémentaires** pourront s'appliquer à votre entreprise en matière de REL, en fonction de votre pays ou de votre secteur d'activité.

Nous allons à présent déterminer si vous êtes concernés par ces contraintes supplémentaires.

En France, la Commission d'évaluation et de contrôle de la médiation (CECM) a pour rôle d'évaluer l'activité des médiateurs de la consommation et d'en contrôler la conformité avec les exigences du Code de la consommation relatives à la médiation des litiges de la consommation. Elle permet de garantir aux consommateurs l'accès à des médiateurs de qualité en termes d'indépendance et de compétence. La liste des médiateurs de la consommation peut être consultée sur le site suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/mediation-conso/commission>.

La liste française des médiateurs de la consommation peut être consultée à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/mediation-conso/mediateurs-references>


Certains secteurs, dans certains pays, pourront se voir contraints de faire appel à des organismes de REL en particulier. Il est possible toutefois que dans certains cas, ces organismes de REL ne soient pas des organismes notifiés en vertu de la législation REL.

Certaines entreprises pourront être « engagées » à l'organisme REL, mais utiliser un organisme de REL notifié dans un autre État membre de l'UE.

Certains professionnels peuvent être membres d'une association professionnelle qui implique de soumettre les réclamations des consommateurs à un organisme de REL en particulier.

Comment utiliser la plateforme REL ?

- Respectez vos obligations légales par l'intégration d'un lien menant à la plateforme REL et d'une adresse électronique valide sur votre site interne,
- Enregistrez votre entreprise sur la plateforme REL,
- Utilisez l'un des organismes indépendants de résolution des litiges en France afin de déterminer la solution qui satisfera les deux parties.

En France, pour connaître les organismes REL pour les produits ou services que vous vendez, voir la liste des organismes REL⁶ 

VI. Quelles sont vos obligations légales en matière de REL ?

Si votre secteur d'activité ou le pays dans lequel vous exercez oblige à recourir au REL [voir « section V » ci-dessus], ou si vous vous êtes engagé à recourir au REL, vous pourrez être légalement tenu d'informer vos clients des modalités de REL. Examinons à présent dans le détail ces obligations, qui sont également reprises dans la liste des points à vérifier.

1. Avant de rencontrer un litige

Si vous êtes obligé de recourir au REL ou si vous vous êtes engagé à recourir au REL, vous devez signaler à vos clients quels sont les organismes de REL avec lesquels vous traitez, sur votre site

⁶

<https://ec.europa.eu/consumers/odr/main/?event=main.complaints.screeningphase>

Internet (si vous en avez un) ou, le cas échéant, dans les Conditions Générales de Vente qui accompagnent vos contrats de consommation. Vous devez notamment indiquer l'adresse du site Internet de l'organisme ou des organismes de REL concernés.

2. Si vous rencontrez un litige avec un client :

Si vous êtes obligés de recourir au REL ou si vous vous êtes engagés [voir ci-dessus] et si vous rencontrez un litige dont vous ne parvenez pas à régler directement, vous devez informer le client de vos obligations et engagements en matière de REL, lui indiquer l'organisme de REL ou les organismes de REL compétent(s) en la matière, et préciser si vous ferez appel à l'organisme de REL compétent pour le litige en question. Vous devez transmettre cette information au client sur papier ou sur support « durable » que le client pourra sauvegarder au format électronique (par exemple, un e-mail, une clé USB, etc.).

VII. Vous faites face à un litige impossible à régler : comment utiliser le REL ? 🚩

L'organisme de REL vous informera dès qu'il recevra une réclamation d'un consommateur contre votre entreprise.

Il vous transmettra également certaines informations concernant la procédure et pourra vous indiquer que des informations complémentaires sont disponibles sur son site Internet ou sur simple demande auprès de ses services.

Selon vos obligations en tant que professionnel, vous pourrez choisir à ce stade de ne pas vous soumettre à la procédure de REL, sachant que le consommateur pourra tenter de résoudre le litige par d'autres voies.

Peut-être pourrez-vous, à ce stade, régler le litige immédiatement (et donc mettre fin à la procédure) ; par exemple, en proposant une indemnisation au client ou en trouvant une solution qui arrange les deux parties.

Vous pourrez également choisir de donner suite à la procédure de REL et de présenter votre version des faits. La procédure de REL pourra comporter différents échanges d'explications de votre part et de la part du consommateur.

En avançant dans la procédure, l'organisme de REL vous expliquera les différentes et les mesures qui peuvent ou doivent être prises, ainsi que les conséquences qu'il faut en attendre.

Quand la procédure sera parvenue à son terme, le résultat sera contraignant ou non contraignant, selon l'organisme de REL saisi.

Dans le règlement de votre litige, l'organisme de REL vous expliquera également les implications pratiques de la solution proposée. Par exemple, s'il vous suggère d'accorder un dédommagement financier au client pour un ordinateur portable défectueux, il devrait également vous dire à quel moment vous devrez verser ce dédommagement, et si vous ou le client avez la possibilité de contester en justice la solution proposée, etc.).



Section II — Règlement en ligne des litiges (RLL)

VIII. Vous êtes vendeur en ligne : qu'est-ce que le règlement en ligne des litiges (RLL) ?

Avec le développement du commerce électronique, le nombre de litiges faisant suite à des achats en ligne a considérablement augmenté. Dans ces litiges, le professionnel, c'est-à-dire, vous, n'a généralement jamais rencontré le client, et, bien souvent ne parle pas la même langue que le client. Dans ces conditions, le règlement des litiges peut s'avérer complexe.

Exemples

Exemple 1

Vous vendez en ligne des appareils de mesure dans de différents pays de l'UE. Un jour, vous recevez un e-mail rédigé dans une langue que vous ne parlez pas. Il semble que cet e-mail vous a été envoyé par un consommateur qui n'est pas satisfait d'un de vos produits et souhaite être remboursé. Le délai de rétractation qui permettait à ce client de vous retourner le produit a déjà expiré, et vous êtes certain que le produit que vous avez vendu n'était pas défectueux.

Exemple 2

Vous avez une boutique en ligne de bijoux faits main. Un client commande un collier fait de pierres semi-précieuses et perles de verre. Malheureusement, à la livraison, le collier s'est cassé. Vous pensez que ce n'est pas votre faute, car généralement votre emballage protège efficacement le produit.

Exemple 3

Autre cas possible : après avoir envoyé à votre client le collier commandé, vous ne recevez pas son paiement. 🇵🇱

La Commission européenne a mis en place la plateforme de règlement en ligne des litiges (RLL) pour vous aider à régler les litiges avec vos clients en ligne. Sa création entre dans le cadre d'une législation de l'UE, appelé le règlement en ligne des litiges de consommation.⁷ La plateforme de RLL est opérationnelle depuis février 2016. Elle concerne les litiges contractuels résultant d'achats en ligne de biens ou de services, dans lesquels le professionnel et le consommateur sont tous deux domiciliés dans l'UE et dans l'EEE. Parfois, la plateforme de RLL peut également être utilisée par les professionnels pour engager des procédures à l'encontre des consommateurs.



La plateforme de RLL vise à faciliter la communication entre vous, votre client et un organisme de REL. Comme la plateforme de RLL reconnaît uniquement les organismes de REL notifiés, les indications fournies en première partie à propos des garanties de qualité des organismes de REL notifiés (SECTION I. REGLEMENT EXTRAJUDICIAIRE DES LITIGES) sont restées valables.

⁷ Règlement no 524/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relatif au règlement en ligne des litiges de consommation et modifiant le règlement (CE) no 2006/2004 et la directive 2009/22/CE

Cependant, la plateforme de RLL simplifie encore le REL en proposant des échanges électroniques automatisés et des traductions automatiques entre les différentes langues de l'UE, ainsi que des informations et de l'aide tout au long du processus.

Exemples

Exemple 1

Votre client voulait être remboursé après l'expiration du délai de rétractation.

Vous avez ensuite reçu un avis de la plateforme de RLL vous informant que ce client avait déposé une réclamation. Après vous être inscrit sur la plateforme, vous constatez que plusieurs organismes de REL peuvent vous aider à trouver une solution. Par l'intermédiaire de la plateforme, vous proposez de soumettre le litige à un organisme de REL en particulier, et votre client accepte. Le litige est alors automatiquement transféré à cet organisme de REL. Après vous avoir demandé, à vous et à votre client, un complément d'information, l'organisme de REL vous suggère de rembourser à votre client 25 % du prix au motif que les informations publiées sur votre site Internet n'étaient pas suffisamment claires. Vous acceptez, le client aussi, alors le dossier est clos. Tout au long de la procédure, vous et votre client avez communiqué dans vos langues maternelles respectives et la plateforme a assuré la traduction.

Exemple 2

Votre client utilise la plateforme de RLL pour réclamer un dédommagement, après avoir reçu un collier brisé. Vous vous mettez d'accord sur un organisme de REL, et le litige est transféré à cet organisme. Après avoir examiné l'emballage et étudié les circonstances du litige, l'organisme de REL se prononce en faveur de votre client et vous suggère de le rembourser. Même si cette décision vous surprend, vous estimez que l'organisme de REL a fait preuve d'objectivité.

Exemple 3⁸

En tant que professionnel du commerce en ligne, vous souhaitez démontrer votre engagement à proposer un service client de qualité. Dans ce cas, vous pouvez vous enregistrer sur la plateforme de RLL, même si vous n'avez fait l'objet d'aucune réclamation.

En vous enregistrant sur la plateforme, vous permettez à vos clients de prendre plus facilement contact avec vous et vous serez certain de recevoir à l'adresse e-mail de votre choix toute réclamation formulée à votre encontre sur la plateforme.

IX. Vous êtes commerçant en ligne : quelles sont vos obligations concernant la plateforme de RLL ?

Si vous êtes commerçant en ligne, vous avez les obligations suivantes vis-à-vis de la plateforme de RLL de l'UE. Ces obligations s'appliquent à tous les professionnels du commerce en LIGNE, qu'ils aient l'intention d'utiliser ou non d'utiliser la plateforme de RLL :

1. Votre adresse e-mail doit clairement figurer sur votre site Internet. Proposer un formulaire de contact interactif ne suffit pas.
2. Vous devez insérer sur votre site Internet un lien vers la plateforme en ligne de règlement des litiges : ec.europa.eu/consumers/odr. Ce lien doit être visible et facilement accessible sur le site Internet.⁹ En outre, vous devez fournir ces

⁸ Cet exemple ne doit être inclus que si, dans le pays concerné, il est possible d'opposer le consommateur à la procédure de REL. Si ce n'est pas le cas, veuillez supprimer:

Vous envoyez le collier commandé à votre client mais n'a pas été payé. Dans ce cas, vous pouvez également aller sur la plateforme de RLL et déposer votre plainte contre ce client

⁹ Pour vous aider à remplir cette obligation légale, vous pouvez utiliser une bannière prête à l'emploi (les bannières sont disponibles

informations d'une manière facilement accessible, que vous vendiez sur votre propre site Internet ou sur site Internet d'un tiers tel qu'une place de marché en ligne, ou via une application mobile.

Si vous êtes professionnel du commerce en ligne et si vous êtes légalement tenu de recourir au REL ou si vous vous êtes engagés à recourir au REL [voir section V ci-dessus], vous avez également l'obligation :

1. D'informer vos clients de l'existence de la plateforme de RLL et de la possibilité de recourir à cette plateforme pour régler les litiges éventuels. Vous devez insérer sur votre site Internet un lien vers la plateforme de règlement en ligne des litiges, et inscrire des informations concernant la plateforme de RLL dans les conditions générales de vente applicables aux contrats de consommation.
2. Vous devez également insérer ce lien vers la plateforme de RLL dans l'e-mail que vous enverrez au client pour suggérer le recours à un organisme de REL.

X. Vous faites face à un litige impossible à régler avec un consommateur en ligne : comment fonctionne la plateforme de RLL ?

- Le consommateur soumet une réclamation sur la plateforme.¹⁰
- Vous êtes avisé par e-mail du dépôt d'une réclamation vous concernant.

- Vous suivez le lien fourni, pour vous connecter et vous enregistrez sur la plateforme (si vous n'êtes pas encore enregistré) pour pouvoir consulter la réclamation.
- Vous sélectionnez l'organisme de REL de votre choix (ou celui que vous êtes obligé d'utiliser, en fonction de la réglementation de votre pays/secteur) et vous transmettez cette proposition à votre client consommateur.
- Le consommateur peut accepter l'organisme de REL que vous proposez ou suggérer un autre organisme dans la [liste](#) publiée sur la plateforme.
- Quand vous êtes d'accord sur l'organisme de REL à utiliser, la réclamation est transmise à cet organisme.
- Une fois la réclamation transmise l'organisme de REL à utiliser, celui-ci applique ses règles et procédures en la matière.
- Vous serez tenu informé par e-mail de l'état d'avancement de votre dossier, et vous pourrez intervenir dans la procédure si nécessaire par l'intermédiaire de la plateforme de RLL.
- Tout au long de la procédure, vous pourrez utiliser l'outil de traduction pour traduire l'ensemble des documents et messages que vous enverrez et recevrez.
- Au total, la procédure de RLL demande un délai de 90 jours.
- Actuellement, le consommateur peut préférer partager son projet de réclamation avec vous et demander une solution amiable au lieu de saisir directement l'organisme de REL. C'est ce qu'on appelle la « demande de pourparlers directs ».

La Plateforme propose également un tutoriel très clair expliquant comment l'utiliser. Pour y accéder, rendez-vous sur la plateforme de RLL ec.europa.eu/odr et chercher le Guide de l'utilisateur dans la section d'aide.

dans toutes les langues). Vous pouvez trouver des bannières sur http://europa.eu/youreurope/promo/odr-banners/index_en.htm

¹⁰ Dans les pays où le négociant a initié le RLL, le formateur LEAD devra insérer une condition selon laquelle la description fournie fait référence au RLL initié par le client, mais que le négociant a lancé un RLL est également possible.



Annexes

Pour TOUS les professionnels

Avant de rencontrer un litige avec un client

Liste des points à vérifier — Obligations d'information en matière de REL

- Avez-vous informé votre client de la possibilité de recourir au REL ?
- Avez-vous informé votre client de cette possibilité par e-mail, sur papier ou au moyen d'un autre support « durable » ?
- Avez-vous indiqué à votre client (par e-mail, sur papier ou au moyen d'un autre support « durable ») votre intention ou non de solliciter un organisme de REL pour régler le litige ?

Pour les professionnels EN LIGNE

Avant de rencontrer un litige avec un client

Liste des points à vérifier : Obligation d'information en matière de REL

Notez que vous êtes tenu de respecter également la liste de contrôle précédente.

1. Respectez-vous l'ensemble des points de la liste de contrôle « pour tous les professionnels » ?

Remarque : Les professionnels du commerce en ligne doivent impérativement respecter la liste de contrôle intitulée « pour tous les professionnels »

2. Votre adresse e-mail est-elle facile à trouver sur votre site Internet ?

Remarque : Un formulaire de contact en ligne qui n'indique pas clairement votre adresse e-mail ne permet pas de satisfaire à cette exigence.

3. Peut-on facilement trouver sur votre site Internet un lien vers la plateforme de RLL (<http://ec.europa.eu/odr>) ?

Pour les professionnels du commerce EN LIGNE

Quand vous rencontrer un litige avec un client

Liste des points à vérifier : Obligations d'information en matière de REL

Si vous suggérez au consommateur le recours à un organisme de REL, informez-vous également le consommateur de l'existence de la plateforme de RLL en insérant dans votre e-mail un lien vers la plateforme ?



Définitions pour un glossaire du Règlement extrajudiciaire des litiges (d'après la législation)

« **Consommateur** » : désigne toute personne physique qui agit à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale ;

« **Professionnel** » : désigne toute personne physique ou toute personne morale, qu'elle soit publique ou privée, qui agit, y compris par l'intermédiaire d'une personne agissant en son nom ou pour son compte, aux fins qui entrent dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale ;

« **Litige national** » : désigne un litige de nature contractuelle découlant d'un contrat de vente ou de service, lorsque le consommateur, au moment de sa commande de biens ou de services, réside dans le même Etat membre que celui du lieu d'établissement du professionnel ;

« **Procédures de règlement extrajudiciaire des litiges** » ou « **procédure de REL** » : désigne la procédure visant à régler en dehors du cadre juridictionnel les litiges nationaux et transfrontaliers concernant les obligations contractuelles découlant de contrats de vente ou de services conclus entre un professionnel établi dans l'Union et un consommateur résidant dans l'Union, qui font intervenir une entité de REL, laquelle propose ou impose une solution, ou réunit les parties en vue de faciliter la recherche d'une solution amiable.

« **Contrat de vente ou de service en ligne** » : désigne un contrat de vente ou de service par lequel le professionnel ou son intermédiaire propose, sur un site Internet ou par d'autres moyens électroniques, des biens ou des services que le consommateur commande sur le même site internet ou par d'autres moyens électroniques ;

« **Moyens électroniques** » : désigne des équipements électroniques de traitement (y compris la compression numérique) et de stockage des données, qui sont entièrement transmises, acheminées et reçues par c, par radio, par des moyens optiques ou par d'autres moyens électromagnétiques (par exemple un courrier électronique ou un message vidéo).

Liens vers la législation applicable

[Directive 2013/11/UE](#) du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation et modifiant le Règlement (CE) no 2006/2004 et la Directive 2009/22/CE (disponibles dans toutes les langues de l'UE).

[Règlement \(UE\) no 524/2013](#) du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relatif au règlement en ligne des litiges de consommation et modifiant le Règlement (CE) no 2006/2004 et la Directive 2009/22/CE (disponibles dans toutes les langues de l'UE).

Consumer Law READY

Consumer Law Ready Training for European SMEs

2022